

## **GAZA SOUS LES BOMBES : HALTE AU MASSACRE DU PEUPLE PALESTINIEN !**

*Les Gazaouis privés depuis 75 ans de terre, et depuis le 9 octobre d'eau, d'électricité et de gaz vivent à l'heure des sirènes. Bombes au phosphore blanc, immeubles effondrés, destruction d'hôpitaux et de lieux de cultes, exodes... sont maintenant leur quotidien. Macron espérait étouffer toute expression de solidarité à leur égard. Mais les manifestations ont quand même eu lieu, et suite à l'opiniâtre bataille menée par plusieurs collectifs de solidarité avec la Palestine et organisations du mouvement ouvrier, dont le NPA, les tribunaux ont dû annuler les interdictions de manifester voulues par Darmanin. Dimanche 22, un rassemblement à Paris a réuni entre 15 000 et 30 000 personnes. Rendons-nous plus massivement encore aux prochains rassemblements !*

### **Solidarité internationale**

Au Caire, à Alger ou à New York, des dizaines de milliers de musulmans, chrétiens, juifs ou athées se mobilisent contre le carnage que subit le peuple palestinien. En Égypte, le dictateur Al-Sissi (décoré de la légion d'honneur par Macron), allié d'Israël et ennemi des Palestiniens qu'il assiège en refusant d'ouvrir la frontière de Rafah, a dû autoriser la première manifestation, lui qui les avait toutes interdites depuis 2013. Au cours de celle-ci les classes populaires égyptiennes ont pu exprimer leur soutien à leurs sœurs et frères palestiniens. Une même indignation a conduit des centaines de Juifs américains à occuper le Capitole à Washington et à affronter la police pour dénoncer les crimes commis en leur nom par l'État sioniste.

### **Qui terrorise qui ?**

En France, le gouvernement ne se saisit pas seulement du conflit pour réaffirmer son soutien à son allié impérialiste dans la région ; il accentue son cours autoritaire. Les rassemblements en solidarité avec les Palestiniens sont interdits car assimilés à un soutien au Hamas. Dans le Nord, un tract de la CGT rappelant « les horreurs de l'occupation illégale » de l'État hébreu, assimilé à de l'apologie du terrorisme, a valu au secrétaire départemental de la CGT, interpellation et mise en garde à vue !

« Terrorisme » : aujourd'hui, ce mot est utilisé pour nous faire taire sur la Palestine. Mais Macron veut restreindre la liberté d'expression en général et faire taire toutes les dissidences.

La terreur est pourtant leur arme, pas la nôtre. Le gouvernement israélien invite la population de Gaza à fuir le nord d'une bande de terre de 35 kilomètres et bombarde le sud. Et quand les impérialistes français ou américains justifient leur appui à Netanyahu au prétexte du terrorisme du Hamas (une organisation obscurantiste qui ne représente en rien les intérêts du peuple palestinien), c'est pour masquer le terrorisme d'État qu'Israël accomplit avec ses énormes moyens militaires.

### **Et nous ?**

Face à tout cela nous, travailleurs, que pouvons-nous faire ? D'abord dénoncer collectivement ce massacre. Notre malaise individuel deviendra une force si on se regroupe, internationalement. Les Palestiniens ne peuvent compter sur aucun État capitaliste, qu'il soit du Moyen-Orient ou d'Occident. L'écrasante majorité de la population palestinienne fait partie de la classe ouvrière. Une partie sont des ouvriers, travaillant dans les usines israéliennes où ils côtoient les travailleurs juifs ou arabes israéliens, et les travailleurs immigrés venus d'Asie ou d'Afrique de l'Ouest, soumis eux aussi à l'exploitation patronale. Leur sort résonne à cette heure dans l'esprit des travailleurs d'Algérie, du Liban et de tant d'autres pays. « Les travailleurs n'ont pas de patrie », écrivaient en 1848 Marx et Engels, les auteurs du Manifeste du parti communiste... Et les Palestiniens moins encore que les autres. Rien ne ferait plus peur aux classes dominantes que l'union des exploités, quelles que soient leurs convictions religieuses, leur langue ou leur nationalité : seule la puissance sociale du monde du travail pourra renverser le colonialisme et l'oppression !

### **Stellantis Tremery : lettre aux grévistes !**

Pour protester, notamment contre les séances de travail supplémentaires obligatoires, des salariés sont régulièrement en grève, sans être regroupés pour l'instant. La direction a adressé à chaque gréviste un courrier qui indique le montant de la perte financière causée par la grève. On n'a pas attendu leur courrier pour savoir combien nous coûtait la grève, merci ! En revanche, on sait maintenant à quel point la grève perturbe la production et on s'en réjouit ! Dans le même courrier, la direction appelle à la mobilisation dans un "contexte économique perturbé". Prenons à mot, mobilisons-nous mais pour nos propres intérêts, pour nos salaires, nos conditions de travail, notre temps libre !

### **Accident grave à Tremery, la direction responsable !**

Un salarié qui intervenait de nuit dans un moyen d'usinage a été victime d'un accident grave. Comme d'habitude, la direction tentera de nier sa responsabilité. Dans les faits, il n'y a plus d'investissement pour les moyens de productions vieillissants. Les collègues quittent l'usine en étant, au mieux, remplacé par des intérimaires sous-formés. Les effectifs sont réduits tandis que les volumes de productions restent importants. Les temps dédiés à la maintenance n'existent quasiment plus, obligeant les salariés à intervenir dans les machines en plein production. Le temps de travail de nuit a été significativement augmenté générant une grande fatigue. Cela ne fait aucun doute, la direction est responsable, elle doit payer !

### **L'exploitation capitaliste tue !**

Mercredi 11 octobre, un jeune intérimaire de 25 ans est mort à Décathlon La Madeleine, à Paris, écrasé par le gerbeur qu'il devait manœuvrer dans une forte pente. Depuis une quinzaine de jours, la boîte avait fait appel à des intérimaires pour aider au déchargement des camions à la suite d'une panne d'ascenseur. Deux premiers accidents en quelques jours, et les alertes répétées lancées par les vendeurs et syndicalistes du magasin n'ont pourtant pas suffi à ce que la direction réagisse. Business is business, il fallait remplir coûte que coûte les rayons ! Le travail tue 2 salariés chaque jour en France. À Décathlon, à PSA, à Renault et partout ailleurs, ce qui permet des profits records aux patrons, c'est bien l'exploitation des travailleuses et travailleurs, qui les blesse et les tue !

### **Débrayage en chaîne à la SOVAB !**

Les dernières semaines ont vu éclater des débrayages successifs dans différents secteurs de l'usine. A leurs origines, des embauchés, des intérimaires, des français, des étrangers, etc... L'objet du mécontentement est commun, la dégradation des conditions de travail ! La colère monte et si les grévistes mettent en commun leurs revendications, nul doute qu'ils obtiendront satisfaction.

### **Salariés de toutes les entités, unissons-nous !**

La découpe de Renault façon « petit bois » se poursuit : c'est maintenant Flexis, co-entreprise avec Volvo et probablement la compagnie de transport maritime CMA CGM, qui sera chargée du développement du FlexEVan. Nos grands génies de la direction générale nous présentent ça comme une innovation mais diviser pour mieux régner, c'est une vieille méthode de domination. Alors, revenons, nous aussi, aux fondamentaux du monde du travail : la solidarité et l'unité, quelle que soit notre entreprise, Renault, ex-Renault ou prestataires !

### **Une grève qui nous montre la voie**

Commencée le 15 septembre, la grève des travailleurs de l'automobile aux USA s'est encore étendue, il y a maintenant 34 000 travailleurs de 44 sites de Stellantis, Ford, General Motors en grève pour revendiquer 46% d'augmentation de salaires sur 4 ans. Au début, Tavares proposait 14%, maintenant 23% en 4 ans... Ce n'est pas assez alors la grève continue. Mais les travailleurs ont d'ores et déjà gagné en imposant le respect. Pour avoir plus de force et gagner définitivement, il faut que la grève soit dirigée démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes, et non par des chefs syndicalistes. La grande peur des patrons, c'est que les travailleurs s'organisent par eux-mêmes.

### **« Nettoyage » ethnique - Apartheid - Blocus**

Le « nettoyage » ethnique dans des territoires occupés à la suite d'une guerre est un crime d'Etat. La discrimination institutionnelle en fonction de l'origine ethnique, l'apartheid, est un crime d'Etat. Le blocus d'une zone peuplée de civils est un crime d'Etat. Ces crimes ont une source, la colonisation. La colonisation de la Palestine est ouvertement revendiquée et assumée par l'Etat colonisateur depuis des décennies. Toutes et tous, soyons solidaires du peuple palestinien !

**RASSEMBLEMENT soutien au peuple palestinien  
Jeudi 26 oct., 19h00 place de la république METZ**